Veille citoyenne d'information sur les OGM et les semences

L’Académie étasunienne des sciences noyautée par l’industrie

Par Christophe NOISETTE

Publié le 03/03/2017, modifié le 09/03/2026



L’Académie des sciences des États-Unis a publié en mai 2016 un nouveau rapport qui affirme que les plantes génétiquement modifiées (PGM) ne présentent pas plus de risques environnementaux et pour la santé que les plantes conventionnelles. Une conclusion sans surprise si on regarde de près les financements et les membres des comités de surveillance (« board ») de cette Académie.

En mai 2016, la presse internationale a largement évoqué le dernier rapport (près de 400 pages) de l’Académie étasunienne des sciences sur les PGM [1], tout à fait élogieux pour ces plantes. *Le Monde* et l’*AFP*, dans un article conjoint publié le 17 mai, soulignaient : « *Les scientifiques concluent que les cultures OGM ne présentent apparemment pas plus de risques environnementaux et pour la santé que les récoltes conventionnelles* » [2], en rappelant que ce constat se référait à l’analyse de 900 études.

Deux nuances sont malgré tout apportées - histoire de faire croire à l’objectivité du rapport - aussitôt balayées par un discours lénifiant sur cette technologie. Ainsi, si l’Académie admet qu’il y a une « *difficulté à détecter des effets subtils ou à long terme sur la santé ou l’environnement* » des OGM, elle conclut malgré tout que les données analysées n’ont pas permis de « *déceler de différences dans les risques pour les humains entre les cultures OGM et les récoltes*

conventionnelles ». De même, le rapport établit que « *les études épidémiologiques à long terme n'ont pas directement visé la consommation alimentaire d'OGM, mais que les données épidémiologiques disponibles des séries chronologiques ne montrent pas de maladies ou de maladies chroniques dans les populations qui sont en corrélation avec la consommation d'aliments transgéniques* ».

Première remarque concernant ce travail : la comparaison est faite entre l'agriculture transgénique et l'agriculture conventionnelle, c'est-à-dire chimique. Le rapport établit l'absence de différences entre ces deux modes de production. Or, il aurait fallu comparer avec l'ensemble des modes agricoles, et notamment avec l'agriculture biologique et paysanne. En effet, l'agriculture transgénique n'est que la continuité paradigmatique de l'agriculture chimique et a besoin pour fonctionner d'utiliser des engrais azotés, des pesticides et des variétés issues d'une sélection hors-sol. Ainsi, étant donné la similitude entre ces agricultures, on peut concevoir que les impacts sanitaires et environnementaux de ces pratiques soient du même ordre.

L'Académie financée par l'industrie

Au-delà de cette remarque préliminaire - mais fondamentale pour bien voir que l'Académie ne se donne pas les moyens de regarder les impacts d'une agriculture hors-sol - il faut aussi noter que l'indépendance de l'Académie est toute relative.

Ainsi, dans le rapport financier pour l'année 2014 [3] de l'Académie nationale des Sciences, il est précisé que Dow Chemical et Monsanto ont donné entre un et cinq millions de dollars, et Basf et Bayer entre 1000 et 10 000 dollars. On trouve aussi le nom de nombreuses entreprises pharmaceutiques (comme AstraZeneca Pharmaceuticals, Eli Lilly, GlaxoSmithKline, ou Sanofi Aventis...), et de l'agro-alimentaire (comme Cargill, Coca-Cola, Pepsi Co et Nestlé). Enfin, notons l'apport financier de fondations connues pour leur soutien inconditionnel aux biotechnologies végétales et à la Révolution verte, comme les Fondations Rockefeller et Bill & Melinda Gates.

Dans un article publié dans *Plos ONE* [4], en février 2017, il est précisé que parmi les financeurs de l'Académie, on trouve l'entreprise Stonyfield qui souhaite éviter les ingrédients OGM et a joué un rôle important en faveur de l'étiquetage des OGM dans l'alimentation. Mais un autre bailleur n'est autre que la fondation d'entreprise de la société mère de Stonyfield, Danone, laquelle vend des produits issus d'OGM. Et, selon nos premières recherches, cette entreprise semble plus « surfer » sur la vague des produits bio, en abusant d'un marketing écolo que défendre une vision écologique et solidaire.

L'industrie n'est pas seulement présente en tant que financeur, mais aussi en tant que « superviseur ».

Une neutralité toute relative

Il y a un réel déséquilibre entre les membres de l'industrie et ceux de la société civile, entre les partisans des OGM et ceux qui s'opposent à cette technologie dans les différents conseils (boards) du National Research Council (NRC), qui dépend de l'Académie des sciences. La composition des « boards » est indiquée dans les rapports publiés par le NRC. En se basant sur six d'entre eux, nous avons constaté la place prédominante de l'industrie (voir encadré ci-dessous).

L'industrie largement majoritaire dans les "*boards*"
Entre 1987 et 2010, on trouve dans les *boards* : six personnes de l'industrie [5] contre deux de la société civile [6] en 1987 [7] ; six personnes de l'industrie [8] contre une personne de la société

civile [9] en 2000 [10] ; huit de l'industrie [11] contre trois de la société civile [12] en 2001 [13] ; quatre personnes de l'industrie [14] contre trois de la société civile [15] en 2002 [16] ; cinq personnes de l'industrie [17] contre trois de la société civile [18] en 2004 [19] et enfin, quatre personnes de l'industrie [20] et personne de la société civile en 2010 [21].

Les autres membres, majoritaires, sont des universitaires. Il est difficile de savoir qui parmi eux sont « neutres », pro ou anti-OGM. Mais pour Food & Water Watch [22], ils seraient nombreux à avoir aussi joué un rôle dans la promotion des OGM avec financement à la clé.

2016 : plus d'un quart des membres ont un conflit d'intérêt

Un article publié en février 2017 dans *Plos ONE* souligne que, contrairement à ce qu'affirme l'Académie des Sciences, six sur les 22 membres du comité en charge de rédiger le rapport consacré aux OGM présentaient un conflit d'intérêt financier. Les auteurs précisent : « *Cinq personnes ont reçu des fonds de recherche de la part de sociétés à but lucratif liées à l'objet du rapport et cinq ont des brevets ou des demandes de brevet en lien avec les cultures génétiquement modifiées. Quatre membres du panel avaient deux conflits d'intérêt financiers. Au total, six membres du comité avaient ensemble dix conflits d'intérêt financiers et la plupart de ces conflits répondent aux propres normes de l'Académie elle-même pour les conflits d'intérêt financiers (…). Le seul membre qui échappe à ces normes est Carol Mallory-Smith qui a été payée par l'industrie pour rédiger un article en 2012, soit plus de trois ans avant qu'elle ne travaille sur le rapport de l'Académie* ».
Les auteurs précisent bien que « *dans tous les cas, les conflits d'intérêt concernent des intérêts privés qui ont un intérêt financier dans la promotion du génie génétique, et non pas l'opposition à ces cultures* ». Ils ont cependant identifié qu'un membre du panel a été conseiller non rémunéré dans une ferme biologique à but non lucratif qui propose un programme d'apprentissage, lequel est financé par l'industrie laitière.

Les auteurs regrettent un manque de transparence par l'Académie et un manque de volonté de mettre fin à ces conflits d'intérêt financiers. L'Académie, par exemple, refuse de rendre publics les commentaires qu'ils reçoivent, or les auteurs ont su qu'un commentaire avait donné des informations précises concernant un membre ayant un conflit d'intérêt. Ils précisent que de ce fait « *ils sont peut-être passés à côté d'autres conflits d'intérêt financiers* ».

Un résumé de ces conflits d'intérêt est présenté ici.

Enfin, dernier cas de figure : les portes tournantes. Citons dans cette catégorie Michael Phillips qui, après avoir travaillé pour le NRC, a été employé par BIO, un des plus gros groupes de lobby de l'industrie des biotechnologies. Et dans l'autre sens, le NRC a employé quelques années après Kara Laney, qui travaillait précédemment dans un autre groupe de lobby, l'International Food & Agricultural Trade Policy Council, financé et dirigé en partie par Monsanto. Signalons que le NRC a été dirigé par Charles Benbrook, connu pour avoir dénoncé dès les années 2000 l'augmentation de l'usage des herbicides sur les cultures transgéniques. Mais ce dernier soutient avoir été « démissionné » de son poste de directeur du fait de ses positions.

En 2016, face à une partialité toujours aussi flagrante dans le choix des auteurs des rapports du NRC, 45 scientifiques ont signé une lettre ouverte pour demander que les personnes critiques sur

les OGM aient aussi le droit de s'exprimer.

Une utilisation biaisée de la littérature scientifique

L'industrie des biotechnologies joue un rôle important dans la production d'une littérature scientifique orientée. Elle finance des universitaires ou utilise ses propres salariés pour rédiger des études qui démontrent, cela va de soi, l'équivalence en substance des plantes GM ou non GM, l'absence de risque sanitaire et l'impact positif de ces plantes sur l'environnement.

Or le NRC et l'Académie ont tendance à baser l'entièreté de leurs conclusions sur ces études. Ainsi, la totalité des études, à l'exception d'une seule, citées dans la partie consacrée aux hormones de croissance recombinantes, dans le rapport de 2004, ont été signées ou co-signées par Dale Bauman, consultant pour Monsanto. Et dans cet état des lieux, il n'est pas fait mention que le Canada et l'Union européenne, par exemple, n'ont pas autorisé l'usage de cette hormone issue de manipulation génétique, du fait d'inquiétudes sanitaires.

Autre exemple : le rapport du NRC de 2010 conclut notamment qu'il n'y a aucun effet négatif des OGM sur le bétail qui le consomme. Or, cette conclusion s'appuie sur onze études, donc cinq sont clairement identifiées comme financées ou rédigées par l'industrie. Les autres études ne mentionnent pas systématiquement la liste des financeurs. Et deux des études citées ont été co-signées par Gary Hartnell, scientifique de Monsanto, par ailleurs membre d'un des comités de supervision de ce rapport.

L'ensemble de ces quelques éléments démontre *a minima* un manque crucial d'indépendance et d'impartialité des rapports publiés par le NRC…

---

[1] National Academies of Sciences, Engineering, and Medicine (2016), « Genetically Engineered Crops : Experiences and Prospects », The National Academies Press, http://www.nap.edu/download/23395

[2] http://www.lemonde.fr/planete/article/2016/05/17/l-academie-americaine-des-sciences-publie-un-rapport-favorable-aux-ogm_4921108_3244.html#dixSEmeERk45ccJs.99

[3] http://www.nasonline.org/about-nas/leadership/report-of-the-treasurer.pdf

[4] http://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0172317

[5] H. D. Hafs (Merck, Sharp & Dohme Research Laboratories), R. Salquist (Calgene), R. M. Goodman (Calgene), R. W.F. Hardy (BioTechnica International), C. C. Muscoplat (Molecular Genetics), et T. D. Trautman (General Mills)

[6] E. H. Clark II (The Conservation Foundation) et J. G. Teer (Welder Wildlife Foundation)

[7] NRC, Agricultural Biotechnology : Strategies for National Competitiveness, 1987

[8] S. Abramson (Arent, Fox, Kintner, Plotkin & Kahn, cabinet d'avocat qui a défendu notamment les agriculteurs hawaïens contre le moratoire sur les OGM), F. Betz (Jellinek, Schwartz & Connolly, Arlington, cabinet d'avocat qui a notamment aidé les multinationales comme Monsanto, Dupont, Sumotomo et Zeneca à gérer les inscriptions de leur produit agro-chimique), A. S. Earl (Quarles & Brady Law Firm), R. T. Fraley (Monsanto) T. N. Urban, (Pioneer Hi-Bred), et G. A. Leveille McNeil (Consumer Healthcare)

[9] R. J. Goldburg (Environmental Defense Fund)

[10] NRC, Genetically Modified Pest-Protected Plants : Science and Regulation, 2000

[11] D. J. Galas (Darwin Technologies), R. T. Fraley (Monsanto), G. R. Hallberg (The Cadmus Group), Whitney Macmillan (Cargill), N. Rachman (Novigen Sciences), T. N. Urban (Pioneer Hi-Bred International), D. V. Goeddel (Tularik) et G. A. Leveille (McNeil Consumer Healthcare)

[12] E. Groth (Consumers Union), J. M. McGinnis, (Robert Wood Johnson Foundation dont le but est d'améliorer l'accès au soin pour tous, finance autant des projets de thérapie génique (cf. http://archive.gazette.jhu.edu/2011/07/18/freeze-dried-gene-therapy-system-avoids-virus-complications/ ou https://www.med.unc.edu/genetherapy/partnerships) que de développement d'une agriculture plus écologique (https://noharm.org/sites/default/files/lib/downloads/food/Redefining_Healthy_Food.pdf)) et D. R. Mattison, (March of Dimes qui a soutenu financièrement des projets de "nouvelle" thérapie génique qui utilise les nouvelles techniques de modification génétique. cf. http://www.marchofdimes.org/research/novel-gene-therapy.aspx)

[13] NRC, Ecological Monitoring of Genetically Modified Crops : A Workshop Summary, 2001

[14] M. R. Taylor (Resources for the Future), W. Macmillan (Cargill), T. L. Medley (DuPont Biosolutions Enterprise), N. J. Rachman (Exponent)

[15] E. Groth (Consumers Union), L. F. Golodner (National Consumers League), L. E. Greer (Natural Resources Defense Council)

[16] NRC, Animal Biotechnology : Science Based Concerns, 2002

[17] J. J. Peloquin (American Protein Corporation), B. P. Glenn (Biotechnology Industry Organization), W. Macmillan (Cargill), T. L. Medley (DuPont Agriculture and Nutrition), D. Choi (Merck Research Laboratories)

[18] D. B. Magraw, JR. (Center for International Environmental Law), E. Groth (Consumers Union), et L. Greer (Natural Resources Defense Council)

[19] NRC, Biological Confinement of Genetically Engineered Organisms, 2004

[20] G. F. Hartnell (Monsanto), K. Pitts (Marrone Bio Innovations), R. A. Sedjo (Resources for the Future), M. Vazquez-Añon (Novus International), R. A. Dixon, Samuel Roberts (Noble Foundation) « The reduced-lignin technology was developed through a strategic partnership formed between FGI, The Samuel Roberts Noble Foundation, the U.S. Dairy Forage Research Centre and Pioneer, in conjunction with Monsanto Company », http://www.monsanto.ca/newsviews/Pages/SU-2016-03-29.aspx

[21] NRC, Impact of genetically engineered crops on farm sustainability in the United States, 2010

[22] https://www.foodandwaterwatch.org/sites/default/files/ib_1605_nrcinfluence-web.pdf

---

Adresse de cet article : https://infogm.org/lacademie-etasunienne-des-sciences-noyautee-par-lindustrie/